

MINISTERE DE L'INTERIEUR

	INFO	AVIS	COPIE	EXEC	ARCH.
DIR					
SPA					
DSV 22 Requ le	14 AOUT 1997				N°
HA					
DIRECTION					

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

N° ARRETE

**d'autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU la demande présentée par M. Bernard ROLLAND demeurant à PLOULEC'H au lieu-dit « Convenant Quellenec » en vue de la régularisation de la situation administrative à cette adresse (section A n°s 372-374-375) d'un élevage de 33.500 animaux-équivalents (11.000 poules pondeuses et 7.500 dindes) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de PLOULEC'H (21 novembre 1996) PLOUMILLIAU (31 octobre 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, des Affaires Maritimes, émis respectivement les 21 novembre 1996, 2 octobre 1996, 9 octobre 1996, 9 octobre 1996 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 11 février 1997 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée d'une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 27 août 1996 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 28 février 1997 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

M. Bernard ROLLAND demeurant à PLOULEC'H au lieu-dit « Convent Quellenec » est autorisé à poursuivre l'exploitation à cette adresse (section A n°s 372-374, 375), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 33.500 animaux-équivalents (11.000 poules pondeuses et 7.500 dindes) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage à régulariser.....	11.000 animaux-équivalents (11.000 poules pondeuses)
	22.500 animaux-équivalents (7.500 dindes)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

2) Prescription spéciale

Les parcelles situées autour de « Crec'h Lars » section A à moins de 500 mètres de la zone conchylicole ne recevront que de l'azote organique non maîtrisable bovins (n°s 370, 373, 372, 371, 379, 401, 402, 398, 397, 396).

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLOULEC'H pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Bernard ROLLAND.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Bernard ROLLAND dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de LANNION,
Le Maire de PLOULEC'H,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Bernard ROLLAND pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANNION, PLOULEC'H, PLOUMILLIAU pour information.

SAINT-BRIEUC, le 5 JUIN 1997

LE PREFET,

Pour le PREFET,

Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef de Bureau

Christian RAYMOND